

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Algérie : Abdelmadjid Tebboune élu mais...

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

UN ancien Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a été déclaré hier vainqueur de la très contestée présidentielle d'Algérie. Selon les chiffres donnés par l'Autorité

Brèves

Nigeria : 15 morts dans une attaque de l'ISWAP dans le nord-est

Quatorze membres des milices civiles anti-jihadistes et un policier ont été tués avant-hier dans une attaque menée par le groupe Etat islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), dans le nord-est du pays, a indiqué un dirigeant de ces groupes d'auto-défense. Arrivés à bord de plus d'une douzaine de pick-up équipés de mitrailleuses, des jihadistes de l'ISWAP - faction du groupe jihadiste nigérian Boko Haram affiliée à l'Etat islamique (EI) - ont pris d'assaut un poste de sécurité tenu par une milice civile dans le village de Mamuri situé dans l'Etat de Borno, provoquant de longs affrontements.

RDC : Tshisekedi déclare la guerre contre la corruption

Dans une ambiance survoltée, le président Félix Tshisekedi a esquissé vendredi des pistes anti-corruption en République démocratique du Congo, où les détournements, le blanchiment et les fraudes ont préoccupé toute la semaine le FMI, l'UE et la société civile. "Je suis au courant de la persistance des pratiques de la corruption et de l'existence des réseaux de fraude massive", a asséné le nouveau président, dans son premier discours sur l'état de la Nation devant le Parlement.

France : 9ème jour de grève dans les transports

Comment sortir de l'impasse en France? La grève dans les transports en commun perdurait vendredi mais le gouvernement tente d'éviter tout élargissement du mouvement, en invitant les partenaires sociaux la semaine prochaine pour discuter de sa réforme des retraites. La mobilisation est entrée vendredi dans son neuvième jour et pourrait se prolonger jusqu'à Noël malgré l'invitation au dialogue du gouvernement, qui a dévoilé mercredi le contenu de son projet, suscitant la colère de l'ensemble des syndicats, y compris de ceux qui soutenaient jusqu'alors le principe de la réforme.

nationale des élections (Anie), cet ex-fidèle de l'ancien chef de l'Etat, Abdelaziz Bouteflika, a été élu dès le premier tour avec 58,15% à ce scrutin qui a enregistré un taux de participation de 40%.

Le nouvel élu était opposé à quatre autres candidats, tout aussi proches du régime déchu dont Ali Benflis, qui a dirigé le gouvernement en 2000-2003, Azzeddine Mihoubi, ancien ministre de la Culture soutenu par le Front de libération nationale (FLN), Abdelkader Bengrine, ex-ministre du Tourisme, et Abdelaziz Belaïd, ancien membre du comité central du FLN. Dans un tweet, Abdelmadjid Tebboune a remercié ses électeurs de l'avoir porté aux destinées de l'Algérie. "Je remercie tous les Algériens pour la grande confiance qu'ils m'accordent, et je vous invite tous à être vigilants et engagés pour construire ensemble la nouvelle Algérie", a tweeté le nouvel homme fort du pays. Selon plusieurs médias présents, M. Tebboune a fait carrière au sein de l'appareil d'Etat algérien, notamment au côté de M. Bouteflika qui en fera très brièvement son Premier ministre, avant une brutale disgrâce. C'est le premier président de l'Algérie à ne pas être issu des anciens combattants de la Guerre d'indépendance contre le pouvoir colonial français (1954-1962).

En outre, les Algériens n'ont pas abandonné les manifestations de rues sur l'ensemble de ce vaste pays pour contester la tenue d'une élection présidentielle qu'ils trouvaient "pipée" d'avance. Hier encore, une forte marée humaine a envahi le centre de la capitale algérienne, Alger, pour conspuer le nouveau chef de l'Etat élu la veille. "Le vote est truqué. Vos élections ne nous concernent pas et votre président ne nous gouvernera pas", hurlaient les manifestants défilant en masse en ce 43e vendredi de mobilisation depuis le déclenchement en février du mouvement ("Hirak") de contestation populaire inédit. A noter qu'au regard du contexte de crise, aucune mission d'obser-



Abdelmadjid Tebboune, président élu d'Algérie.

vation étrangère n'a été accréditée pour ce scrutin provoqué par la démission d'Abdelaziz Bouteflika qui a été écarté du pou-

voir début avril sous la pression populaire et de l'armée. Toute chose ayant mis fin à l'ambition de l'ancien président de briguer

un cinquième mandat à la tête de ce pays du Maghreb.

Sources : AFP

Le retour à la normale comme défi

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

SITÔT élu, le nouveau président de la République d'Algérie, Abdelmadjid Tebboune, a lancé un message au calme et a appelé à l'union des Algériens pour un nouveau départ de leur pays. En tendant la main aux contestataires de l'élection et aux millions de manifestants qui occupent les rues des villes algériennes depuis le départ d'Abdelaziz Bouteflika, en avril 2019, il a manifesté sa volonté d'apaiser la situation politique du pays qui fait craindre des lendemains peu radieux pour le premier producteur et exportateur de gaz en Afrique. L'enjeu d'un retour à la stabilité est donc un défi de taille pour cet ancien apparatchik et fin connaisseur de la scène politique depuis l'indépendance en 1962. Toutefois, il devra tout d'abord faire face à de fortes



Convaincre la jeunesse algérienne d'un règlement de la crise.

manifestations populaires qui ne désespèrent pas de jour en jour. Ce d'autant plus que la question de sa légitimité s'est clairement posée avec la très faible participation des Algériens à ce scrutin censé sortir cet Etat des méandres d'une gouvernance jugée "rigide", par beaucoup manifestants.

D'ailleurs, pour de nombreux observateurs, le régime devra consi-

dérer la participation "suffisante" afin de conférer une certaine légitimité au président élu. Surtout que les mêmes soutiennent que le général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée et visage du haut commandement militaire n'aura pas d'autres choix que de vanter le "succès" de cette élection à laquelle n'auraient participé que 40% du collège électoral.